

2009

Fronde contre Ryanair au départ d'Angoulême et de Poitiers

Des élus se disent victimes d'un chantage de la part de la compagnie «low cost» irlandaise

LA ROCHELLE
De notre correspondante régionale

«**C**e sont des pratiques de flibustier!» Michel Boutant, président PS du conseil général de Charente, ne mâche pas ses mots à propos des méthodes la compagnie aérienne Ryanair à l'égard des collectivités locales. La raison de son courroux: une rallonge de 175 000 € réclamée par la compagnie à bas coût irlandaise aux sommes que lui accorde le syndicat mixte des aéroports de Charente, le Smac, au titre de «contrepartie support marketing». Tel est le terme généralement employé pour des contributions qu'il n'est pas question de nommer officiellement subventions.

La convention, signée pour cinq ans, entre la compagnie aérienne, qui assure une liaison Angoulême-Londres Stansted, et les collectivités locales de Charente réunies dans ce Smac, prévoyait pour 2010 une contribution de 225 000 €. Compte tenu de la crise, Ryanair demande finalement 400 000 €, faute de quoi elle ne pourrait assurer la réouverture de la ligne au printemps. «*Chantage!*» s'exclame Michel



À l'aéroport de Biard-Poitiers. Ryanair réclame plus d'argent pour maintenir ses vols.

Boutant. À Poitiers, le président de la communauté d'agglomération emploie le même mot. Là, c'est près d'un million d'euros de supplément que demande Ryanair au syndicat gestionnaire de l'aéroport de Poitiers-Biard. Comme en Charente, ce syndicat réunit le département, l'agglomération et la chambre de commerce et d'industrie. Dans la capitale poitevine, on prend au sérieux le risque de fermeture des lignes exploitées par Ryanair vers Londres, Édimbourg et Birmingham. Non seulement la compagnie irlandaise représente environ 80 % du trafic de l'aéroport Poitiers-

Biard, mais la société avait déjà interrompu sa desserte hivernale vers Londres en 2007, au prétexte de ne pas avoir obtenu la participation demandée à l'époque.

«**Pris individuellement, nous sommes les otages de Ryanair.**»

Cette fois, le maire PS de Poitiers et président d'agglomération Alain Claeys refuse d'obtempérer. Il souhaite réunir les autres villes de Poitou-Charentes ainsi que Tours et Limoges pour élaborer une position

régionale commune face à Ryanair.

En Charente, Michel Boutant va plus loin. Il prend sa plume pour enjoindre à ses collègues de tous les départements français concernés de faire front commun. «*Pris individuellement, nous sommes les otages de Ryanair, écrit-il. Cette société menace les réfractaires de fermeture de ligne et fait miroiter une augmentation de trafic pour les autres. Elle contribue, de plus, à nous rendre complices d'une concurrence déloyale envers les autres*

compagnies aériennes.»

Pendant ce temps en Charente-Maritime, les élus du conseil général votaient, vendredi dernier, la part de 190 000 € qui leur était demandée sur la contribution marketing de 983 000 € de l'aéroport de La Rochelle à Ryanair. «*Un vote de raison, malgré certaines réticences,* commentait ensuite Jean-Louis Frot, premier vice-président UMP du conseil général. *Cela traduit la volonté des élus de maintenir l'attractivité du département et de préserver les emplois du secteur touristique.*»

AGNÈS MARRONCLE